



Assemblée générale

Soixante-treizième session

Documents officiels

Distr. générale
10 décembre 2018
Français
Original : anglais

Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)

Compte rendu analytique de la 22^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 6 novembre 2018, à 15 heures

Président : M. Kemayah..... (Libéria)

Sommaire

Point 52 de l'ordre du jour : Effets des rayonnements ionisants

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

18-18676X (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 15 heures.

Point 52 de l'ordre du jour : Effets des rayonnements ionisants (A/73/46, A/C.4/73/L.9, A/C.4/73/L.12 et A/C.4/73/L.13)

1. **M. Vanmarcke** (Belgique), Président du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants, présente, sous forme de diapositives numériques, le rapport du Comité scientifique sur les travaux de sa soixante-cinquième session (A/73/46), à laquelle ont participé les 27 membres du Comité et plus de 150 scientifiques. Sur le plan administratif, il propose que l'Assemblée générale établisse des procédures relatives à l'élargissement de la composition du Comité scientifique, qui s'inspireraient de celles élaborées, au terme d'un long processus, par la Belgique et d'autres pays.

2. Dans son rapport de 2017 (A/72/46) publié en 2018, le Comité scientifique a énoncé des principes et des critères concernant la qualité de ses examens d'études épidémiologiques sur l'exposition aux rayonnements et l'évaluation des études épidémiologiques sur le risque de cancer dû à une exposition à faible dose dans l'environnement. Un livre blanc renfermant des données actualisées sur le cancer de la thyroïde dans les régions touchées par l'accident de Tchernobyl, qui avait été publié juste avant le trente-deuxième anniversaire de l'accident, a fait l'objet d'une grande attention de la part des médias.

3. Après le rapport de 2013 du Comité scientifique sur les niveaux d'exposition et les effets de l'accident nucléaire de Fukushima, le groupe d'experts du Comité chargé d'examiner cette question a publié, en 2015, 2016 et 2017, des livres blancs qui sont venus confirmer les principales hypothèses et conclusions du rapport de 2013. Il conviendrait de mettre à jour ce rapport et d'établir un récapitulatif des conclusions postérieures à 2011. Le Comité scientifique indique qu'il a reçu du Gouvernement japonais une contribution élevée, versée à son fonds d'affectation spéciale général, ainsi que d'importantes contributions en nature de la part d'autres États, en vue de l'établissement du rapport de 2020, et il a décidé d'utiliser une partie de ces fonds pour recruter du personnel temporaire à des fonctions de secrétariat. Il tient, en outre, à remercier les États Membres qui versent régulièrement des contributions au Fonds.

4. S'agissant du programme de travail du Comité scientifique, l'intervenant rappelle que son secrétariat a créé une plateforme en ligne pour la collecte de données sur les expositions médicales et professionnelles et qu'il a invité tous les pays à désigner des points de contact

nationaux chargés de coordonner la collecte de ces données. En octobre 2018, 85 pays avaient désigné des points de contact. Les autres pays sont encouragés à faire de même. Le Comité scientifique devrait réévaluer les données en question à sa prochaine session, et son secrétariat commencera à mener des enquêtes similaires sur l'exposition de la population à des sources naturelles et artificielles de rayonnements.

5. À sa soixante-troisième session, le Comité scientifique a adopté des orientations stratégiques à long terme pour son action au-delà de 2019. Il envisage notamment : de mettre en place des groupes de travail permanents chargés d'examiner des thèmes tels que les sources et l'exposition ; de faire appel à l'expertise d'États ne faisant pas partie de ses membres ; de redoubler d'efforts pour présenter ses résultats de manière plus attrayante sans sacrifier à la rigueur scientifique ni à l'intégrité ; et de resserrer les liens avec d'autres organismes afin d'éviter les chevauchements d'activités. En juin 2018, le Comité scientifique a mis en place un groupe de travail ad hoc chargé d'examiner les mécanismes et les effets de l'exposition aux rayonnements au cours des cinq années suivantes. Des scientifiques d'États ne siégeant pas au Comité jouent un rôle de plus en plus important dans la collecte et l'évaluation des données sur les expositions médicales et professionnelles et dans la notification des cas de cancer du poumon provoqués par une exposition au radon. Le Comité aura besoin de davantage de ressources financières et humaines pour élaborer sa stratégie d'information et de sensibilisation du public au cours des cinq années à venir. Il continue, par ailleurs, d'échanger avec d'autres organisations, notamment l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), directement ou par l'intermédiaire du Comité interinstitutions sur la sûreté radiologique, afin d'éviter autant que possible les chevauchements d'activités.

6. À sa prochaine session, le Comité scientifique examinera des rapports sur certaines études sanitaires et sur les cas de cancer du poumon dus à une exposition au radon. À sa session de 2020, il examinera des rapports sur les mécanismes biologiques, l'exposition des patients et des travailleurs, ainsi que les niveaux d'exposition et les effets résultant de l'accident nucléaire de Fukushima. La recherche sur les cas de second cancer primaire après radiothérapie, ainsi que sur les études épidémiologiques sur les rayonnements et le cancer est une priorité, mais rien ne pourra être entrepris avant la nomination d'un secrétaire scientifique.

7. Le retard pris dans le recrutement du futur secrétaire scientifique a pesé sur les capacités opérationnelles du secrétariat et a contraint le Comité à reporter la session d'avril 2018 au mois de juin suivant et à ramener sa durée à quatre jours. En outre, le responsable scientifique du Comité occupe le poste de secrétaire par intérim depuis mars 2018, fonction non reconnue par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Un tel manque d'intérêt et de soutien pour le Comité scientifique aura certainement une incidence considérable sur ses travaux futurs et entraînera peut-être le report de sa session de juin 2019. Comme indiqué dans une lettre adressée récemment au Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne et reproduite dans le rapport de 2018 (A/73/46), le Comité scientifique a demandé au Bureau des services de contrôle interne d'enquêter sur la procédure de recrutement du futur secrétaire scientifique et de déterminer si le PNUE est l'organe le plus approprié pour lui apporter un soutien administratif. Pour que le Comité puisse agir plus efficacement, il faudrait préciser les rôles et responsabilités du PNUE et des bureaux des Nations Unies à Nairobi et à Vienne, ainsi que les coûts opérationnels liés à un élargissement de la composition du Comité.

8. Le Comité scientifique représente, pour la communauté mondiale, un dispositif précieux qui contribue à diffuser des connaissances scientifiques à moindre coût et qui jouit d'un grand respect sur le plan international pour son objectivité, son indépendance et la qualité de ses travaux, atouts qu'il faut s'efforcer de préserver. Si l'on veut que le Comité scientifique soit en mesure de poursuivre son travail essentiel de diffusion d'informations sur lesquelles s'appuient les gouvernements et les organismes internationaux pour prendre des décisions relevant du cadre international de la radioprotection, il faudra résoudre les problèmes graves auxquels fait face son secrétariat et l'ensemble de cet organe.

9. **M. Dabouis** (Observateur de l'Union européenne), s'exprimant également au nom des pays candidats, l'Albanie, le Monténégro, la Serbie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Turquie ; de la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association ; ainsi que de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine, dit que l'Union européenne est satisfaite des résultats de la soixante-cinquième session du Comité scientifique, les travaux et les évaluations de cet organe contribuant de façon déterminante à améliorer les connaissances des milieux scientifiques internationaux relatives à l'exposition aux rayonnements ionisants ainsi qu'à leurs effets sur la santé et l'environnement, et à faire en sorte que la

communauté internationale dispose d'informations scientifiques essentielles qui font autorité.

10. L'Union européenne se réjouit que le Comité scientifique envisage : de finaliser les travaux sur certaines évaluations des effets et risques sanitaires liés aux irradiations, ainsi que les résultats des recherches en cours sur le cancer du poumon dû à l'exposition au radon et aux rayonnements pénétrants ; de s'intéresser de près aux critères de qualité applicables aux études épidémiologiques sur les effets des rayonnements, ce qui facilite le règlement des différends portant sur l'interdiction d'importer des produits susceptibles de contenir des radionucléides et les exigences en matière de test et de certification pour de tels produits ; d'examiner, à sa soixante-sixième session, un projet de document plus élaboré sur les mécanismes biologiques ayant une incidence sur les effets sanitaires de l'exposition à de faibles doses de rayonnement ; et de présenter un rapport sur les changements importants survenus depuis 2006 et pouvant avoir une incidence sur l'évaluation du risque de cancer consécutif à une telle exposition.

11. L'Union européenne se réjouit également que le Comité scientifique envisage de se pencher sur les cas de second cancer primitif après radiothérapie et d'étoffer éventuellement le document qui devrait être présenté à la soixante-sixième session du Comité. Elle est cependant préoccupée par le retard pris dans la nomination du futur secrétaire du Comité scientifique et par les perturbations touchant les effectifs du secrétariat, perturbations qui ont conduit à un report de la soixante-cinquième session du Comité. Elle remercie le secrétaire par intérim du travail qu'il a accompli pour préparer la présente session, qui avait fait l'objet d'un report.

12. **M. García Moritán** (Argentine) dit que sa délégation se félicite des travaux du Comité scientifique visant à évaluer les effets et les risques sanitaires liés à l'exposition aux rayonnements, et qu'elle soutient les recherches sur les effets des rayonnements à faible dose sur la santé humaine. Le Comité scientifique devrait donner la priorité à l'évaluation du risque de cancer du poumon lié à l'exposition au radon, les résultats de ces travaux étant susceptibles d'influer sur les futures normes relatives à une telle exposition. En fournissant des données nationales, l'Argentine participe activement à l'élaboration du rapport d'activité du secrétariat sur la collecte, l'analyse et la diffusion de données sur l'exposition des patients, des travailleurs et de l'ensemble de la population aux rayonnements.

13. Les activités d'information du public du Comité scientifique et la diffusion de ses estimations relatives aux risques et aux doses revêtent une importance

essentielle et devraient porter, voire se concentrer, sur la question délicate de l'attribution plutôt que sur celle des risques. Dans son futur programme de travail, le Comité scientifique devrait accorder une attention particulière aux seconds cancers primitifs après une radiothérapie.

14. L'Assemblée générale a rappelé à de nombreuses reprises qu'il était indispensable que le Comité scientifique soit convenablement doté en personnel, reçoive des financements suffisants, sûrs et prévisibles et soit administré de façon efficace. Il est préoccupant de constater que le PNUE n'a pas été en mesure de recruter un nouveau secrétaire scientifique ; un candidat possédant les qualifications les plus élevées devrait être nommé sans délai. La délégation argentine appuie pleinement la demande d'audit interne et d'enquête adressée au Bureau des services de contrôle interne et réaffirme que le Comité scientifique devrait recevoir des contributions financières et en nature sans conditions, qu'il pourra utiliser selon ses priorités.

15. **M. Mohsin** (Pakistan) dit que sa délégation apprécie à leur juste valeur les éléments de base que le Comité scientifique fournit aux États Membres afin de leur permettre d'élaborer des normes internationales visant à protéger les travailleurs, les patients et l'ensemble de la population des rayonnements ionisants. L'excellente qualité et le retentissement des évaluations du Comité scientifique sont à attribuer à la grande compétence de ses contributeurs et au travail acharné de son équipe de direction, en particulier de l'ancien secrétaire scientifique, Malcolm Crick. Le Comité scientifique doit disposer d'un personnel et de ressources adéquats pour pouvoir continuer à s'acquitter de sa tâche. La délégation pakistanaise partage les préoccupations exprimées par certains États Membres devant le retard pris dans la nomination du futur secrétaire scientifique.

16. La technologie nucléaire est de plus en plus utilisée à des fins pacifiques, et le Pakistan y a recours dans le cadre de la production d'électricité, des soins de santé, de l'agriculture, des biotechnologies, de la pharmacologie et d'autres activités industrielles. Le Gouvernement pakistanais s'appuie régulièrement sur les rapports du Comité scientifique et les normes de l'AIEA pour élaborer des politiques et procédures rigoureuses de portée nationale qui visent à protéger les travailleurs, l'environnement et la population dans son ensemble. Toutes les installations nucléaires pakistanaises doivent appliquer des procédures et politiques de protection contre les effets nocifs des rayonnements et mettre en œuvre des programmes complets de surveillance de la radioactivité de l'environnement. Le Gouvernement pakistanais est déterminé à continuer d'améliorer ses infrastructures,

ses capacités et la formation du personnel concerné, en collaboration avec les organisations internationales compétentes.

17. **M. Misra** (Inde) dit que, bien que le grand public et la communauté scientifique continuent de nourrir des inquiétudes inspirées par le « modèle linéaire sans seuil » – modèle selon lequel des dommages peuvent être causés à tous les niveaux de dose –, de plus en plus de données fiables réfutent ce modèle. Des études radiobiologiques et épidémiologiques intégrées devraient être menées au niveau international pour recueillir plus systématiquement des informations sur les effets sanitaires des rayonnements à faible dose. Les patients ou les médecins ne doivent pas différer des examens médicaux justifiés par crainte de risque d'exposition à des rayonnements de faible intensité, les données scientifiques permettant d'établir un tel risque étant insuffisantes.

18. Le Comité scientifique doit faire son possible pour recruter un nouveau secrétaire. La délégation indienne est favorable à un élargissement de la composition de cet organe, car cela viendra renforcer les réseaux régionaux des Nations Unies en Asie et en Afrique. L'évaluation des risques liés à l'exposition aux rayonnements ayant eu un fort retentissement sur l'opinion publique, la délégation indienne remercie le Comité scientifique pour les informations scientifiques sur les rayonnements ionisants qu'il diffuse.

19. **M^{me} Romero López** (Cuba) est d'avis que les études du Comité scientifique pourraient répondre à des demandes spécifiques de la communauté scientifique et étayer l'élaboration de normes nationales et internationales relatives à la protection contre les effets nocifs des rayonnements ionisants. Soixante-treize ans après les bombardements atomiques criminels d'Hiroshima et de Nagasaki, les armes nucléaires demeurent une menace latente. Cuba réaffirme sa position selon laquelle l'élimination totale des armes nucléaires est le seul moyen efficace de garantir que l'humanité ne subira plus jamais les terribles effets de ces armes, et elle demeure profondément attachée à la réalisation de l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires. C'est pourquoi, dans un souci de contribuer réellement au maintien de la paix et de la sécurité internationales, elle est devenue, en janvier 2018, le cinquième pays à ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

20. Malgré ses difficultés économiques résultant du cruel blocus économique, commercial et financier qu'elle subit, Cuba a aidé le peuple frère d'Ukraine à la suite de l'accident de Tchernobyl, dans le cadre d'un programme humanitaire à Taratá. Outre la fourniture de

soins à plus de 20 000 personnes touchées par les rayonnements ionisants, ce programme revêtait une importance scientifique : les données recueillies dans ce contexte ont été diffusées lors de grandes manifestations scientifiques et utilisées par plusieurs organes et institutions du système des Nations Unies. Il est important de maintenir et de renforcer la collaboration entre le Comité scientifique et des organismes tels que l'OMS, l'AIEA ou le PNUE. Cette coopération a été à l'origine d'avancées technologiques, en particulier dans les domaines de la santé et de la protection de l'environnement.

21. On ne saurait nier que l'énergie et la technologie nucléaires contribuent au développement socio-économique des pays. Cuba demande donc à nouveau d'avoir le droit d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques sans discrimination et est convaincue que seule une coopération rigoureuse et de vaste portée dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire permettra d'éliminer les dangers potentiels liés aux rayonnements ionisants.

22. **M^{me} Fedorovich** (Biélorus) se réjouit que les États Membres manifestent un intérêt croissant pour les travaux du Comité scientifique, cherchent à y faire siéger leurs scientifiques et soutiennent la traduction et la diffusion de ses documents. Le Biélorus est largement satisfait des résultats des travaux qu'a menés le Comité, malgré les difficultés administratives récentes, et il appuie la procédure d'incorporation de nouveaux membres proposée dans le projet de résolution. [A/C.4.73/L.9](#), car cela contribuera à réduire les possibilités de différends qui se sont fait jour ces dernières décennies.

23. Le Biélorus se félicite également du livre blanc récemment publié sur les cas de cancer de la thyroïde après l'accident de Tchernobyl, ouvrage qui a fait l'objet d'une couverture médiatique dans le monde entier. Il se réjouit en outre que le Comité scientifique continue d'examiner, à titre prioritaire, la question de l'augmentation des cas de cancer de la thyroïde en lien avec l'accident au Biélorus, dans la Fédération de Russie et en Ukraine. Il souscrit pleinement à la recommandation du Comité scientifique tendant à ce que d'autres études et recherches sur les biomarqueurs du cancer de la thyroïde radio-induit soient entreprises, et il espère que les données recueillies dans les régions touchées par l'accident seront utiles.

24. **M^{me} Oku** (Japon) dit que cela fait longtemps que son pays œuvre en faveur de la sûreté nucléaire, en particulier depuis l'accident nucléaire de Fukushima, survenu en 2011. Le Japon salue les travaux du Comité scientifique visant à mieux connaître et comprendre les

niveaux, les effets et les risques de l'exposition aux rayonnements ionisants, en s'appuyant sur des données scientifiques indépendantes.

25. La délégation japonaise souligne qu'il est important de diffuser les conclusions du Comité scientifique et salue, à cet égard, la publication du rapport, des livres blancs et de l'annexe sur les niveaux et les effets de l'exposition aux rayonnements après le grand séisme et le tsunami qui ont frappé l'est du Japon en 2011. Cette même année, le Japon a versé au Comité une contribution d'environ 640 000 dollars des États-Unis pour soutenir ses activités critiques de sûreté nucléaire. Toutefois, le fait que le PNUE ne soit pas parvenu à recruter un nouveau secrétaire pour le Comité scientifique compromet les travaux de cet organe ; il convient de remédier à cette situation sans tarder. Le Japon reste déterminé à soutenir les efforts déployés par le Comité scientifique pour améliorer les connaissances relatives aux effets des rayonnements ionisants.

26. **M. Khaldi** (Algérie) dit que l'utilisation croissante de l'énergie atomique dans la vie quotidienne comporte des risques potentiels que les États doivent garder à l'esprit. L'Algérie a été directement touchée par la contamination radioactive suite aux essais nucléaires effectués dans le Sahara algérien au début des années 60, essais qui ont rendu les zones touchées inhabitables. Le Gouvernement algérien a adopté une législation visant à limiter les effets des rayonnements ionisants et à en surveiller les sources. Le Commissariat à l'énergie atomique de l'Algérie veille au respect du cadre réglementaire et des normes en vigueur concernant les sources de rayonnements et organise régulièrement des sessions de formation destinées aux opérateurs des équipements qui utilisent ces rayonnements. En coordination avec des entités gouvernementales représentant divers secteurs, le Commissariat délivre des licences pour l'importation et l'utilisation de ces équipements conformément aux règles de sécurité strictes applicables à la manipulation des matières radioactives.

27. Dans le but d'aider les États à améliorer leur cadre réglementaire en matière de radioprotection et de promouvoir la coopération régionale et internationale, l'Algérie a organisé des ateliers de formation en collaboration avec des organisations africaines, arabes et internationales. La délégation algérienne se félicite des améliorations apportées à la diffusion des résultats des études épidémiologiques sur les cancers causés par une exposition à de faibles doses de rayonnement. Il convient de saluer les activités menées par le Comité scientifique auprès des médias et d'autres vecteurs de communication en vue de sensibiliser le grand public à cette question, mais il est regrettable que le manque de

ressources humaines et financières et le retard pris dans la nomination d'un nouveau secrétaire, comme demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 72/76, aient compromis le bon déroulement de ces activités. Un nouveau secrétaire devrait être nommé au plus vite si l'on veut assurer leur maintien, et le Comité scientifique devrait réexaminer sa stratégie pour 2020-2024. Des mesures telles que la création d'un fonds commun des Nations Unies pour les entités traitant des questions de rayonnements ionisants pourraient également être envisagées. En outre, le Comité scientifique devrait élargir sa collaboration internationale pour inclure la Commission africaine de l'énergie nucléaire.

28. **M. Ahidjo** (Cameroun) fait savoir que sa délégation salue les travaux fort utiles actuellement menés par le Comité scientifique et qu'elle réaffirme son soutien à cet organe et sa volonté de coopérer avec lui. En adoptant une loi sur la radioprotection en 1995 et en créant un organisme national de protection contre les rayonnements en 2002, le Gouvernement camerounais s'est associé aux efforts déployés par la communauté internationale pour faire face à la menace des rayonnements ionisants. Ces mesures demeurent pertinentes dans le climat d'insécurité actuel que connaît l'Afrique centrale, en particulier le Cameroun. Le Gouvernement camerounais a également pris des mesures concernant : la réglementation de l'utilisation des sources de rayonnements ionisants ; l'importation, l'exportation et le transport des matières radioactives ; la gestion des déchets radioactifs ; et le suivi dosimétrique des travailleurs. Une collaboration étroite avec l'AIEA a abouti à la signature du deuxième Programme-cadre national (2014-2018) du Cameroun avec cette organisation. Il serait bon que le Comité scientifique continue de tenir la communauté internationale informée des effets nocifs des rayonnements ionisants sur la santé humaine et l'environnement.

29. **M. Lozinskiy** (Fédération de Russie) dit que son pays a activement participé aux travaux du Comité scientifique depuis sa création et continue de soutenir les activités de cet organe. Il faut résoudre rapidement la question de la nomination du futur secrétaire du Comité scientifique si l'on veut éviter de nouveaux inconvénients. La procédure proposée pour élargir la composition du Comité permettra à ce dernier de libérer pleinement, dans une atmosphère dépolitisée, le potentiel scientifique de tous les États Membres intéressés, tout en réduisant les obstacles financiers et administratifs pouvant l'empêcher d'entreprendre des recherches internationales. La participation aux travaux du Comité scientifique de pays possédant une expertise dans le domaine des effets des rayonnements ionisants

ne pourra que contribuer à améliorer la qualité de ces travaux. Ainsi, l'Algérie, les Émirats arabes unis, l'Iran et la Norvège pourront apporter une contribution utile aux travaux du Comité scientifique en tant que membres à part entière de cet organe.

30. **M. Sahraei** (République islamique d'Iran) dit que son pays est prêt à participer activement aux travaux du Comité scientifique. Malgré les avantages qu'offre l'énergie nucléaire dans des domaines tels que la santé ou la conservation des aliments, la communauté internationale doit se méfier des effets nocifs des rayonnements ionisants sur l'être humain et sur l'environnement. Il est essentiel de diffuser des informations et de partager les meilleures pratiques pour garantir une utilisation sans danger de la technologie nucléaire.

31. En tant qu'organisme ayant pour mission d'améliorer la connaissance et la compréhension des risques liés aux rayonnements, le Comité scientifique devrait bénéficier de la contribution et du savoir de tous les pays possédant un niveau de compétences et un potentiel élevés en la matière. La délégation iranienne soutient toutes les mesures visant à renforcer et à faire progresser les travaux du Comité scientifique, et elle rejette toute politisation de ses activités techniques. Par ailleurs, elle appuie sans réserve le projet de résolution A/C.4/73/L.9 concernant la composition de cet organe.

32. **M. Kazi** (Bangladesh) dit que sa délégation apprécie les évaluations scientifiques de fond du Comité scientifique sur les risques et les effets des rayonnements ionisants, notamment en ce qui concerne l'environnement, la santé publique et la sécurité au travail. Les rapports publiés par le Comité scientifique depuis sa session précédente et la décision de cet organe de mettre à jour son rapport de 2013 sur l'accident nucléaire de Fukushima devraient être salués. La délégation bangladaise est particulièrement intéressée par les études du Comité scientifique sur les effets et les risques sanitaires de l'exposition aux rayonnements, ainsi que sur le cancer du poumon dû à l'exposition au radon. Compte tenu de la dimension transversale des travaux de cet organe, la coordination avec d'autres entités des Nations Unies, notamment l'AIEA, l'OMS et l'OIT, est essentielle. La plateforme en ligne de collecte de données sur les expositions médicales et professionnelles du Comité scientifique facilitera de telles collaborations. Le PNUE devra s'atteler à résoudre les problèmes administratifs rencontrés par le Comité scientifique, et les États Membres devraient faciliter la nomination du secrétaire de cet organe en garantissant des ressources adéquates et en augmentant les contributions volontaires à son fonds d'affectation spéciale. L'intervenant se félicite des initiatives

actuellement menées par le Comité en vue de promouvoir la diffusion et l'accessibilité de ses travaux, ainsi que des efforts visant à rationaliser la publication de ses rapports, notamment sur son site Web. Si la procédure devant aboutir à l'élargissement de la composition du Comité scientifique est une bonne chose, il n'en demeure pas moins que les débats sur cette question ne doivent pas détourner l'attention des travaux de fond.

33. **M. Charters** (Observateur du Saint-Siège) dit que les accidents nucléaires de Tchernobyl et de Fukushima nous rappellent que l'utilisation de l'énergie nucléaire comporte parfois des risques graves. La communauté internationale doit donc prendre toutes les précautions qui s'imposent pour utiliser cette énergie à des fins pacifiques. Les analyses du Comité scientifique pourraient également être utilisées pour évaluer les incidences radiologiques des armes nucléaires, en particulier sur les villes. Les morts et les blessés d'Hiroshima et de Nagasaki doivent rester les seules victimes des armes nucléaires. La délégation du Saint-Siège attend avec intérêt la mise à jour du rapport sur la catastrophe de Fukushima afin d'en savoir plus sur les effets à long terme de l'exposition aux rayonnements, et elle se réjouit que le Comité scientifique, l'AIEA, l'OMS et l'OIT collaborent étroitement en vue de fournir à la communauté internationale de nouvelles données relatives aux effets des rayonnements sur l'homme et sur l'environnement. La communauté internationale a, dans un premier temps, sous-estimé les effets des rayonnements ionisants de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, mais les travaux du Comité scientifique permettent aujourd'hui de mieux comprendre ces effets.

34. **M^{me} Khan** (Organisation mondiale de la Santé (OMS)) dit que son organisation s'inspire des données du Comité scientifique sur les risques liés aux rayonnements pour élaborer ses normes, positions de principe, orientations et priorités en matière de recherche pour ce qui touche à la protection des patients, des travailleurs et de la population en général. L'OMS coopère avec le Comité scientifique, depuis la création de cet organe, dans les domaines de l'exposition médicale, professionnelle et générale aux rayonnements ionisants, et elle le remercie de diffuser des informations fiables sur les sources, les niveaux et les effets sur l'homme de l'exposition aux rayonnements ionisants. Elle se réjouit de poursuivre cette collaboration.

35. **M^{me} Brown** [Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)] dit que, selon son statut, son organisation a pour attribution « d'établir ou d'adopter... des normes de sécurité destinées à protéger la santé et à réduire au minimum les dangers auxquels

sont exposés les personnes et les biens ». En collaborant étroitement avec le Comité scientifique, l'AIEA peut s'assurer que ses propres normes de sécurité sont bien fondées sur des principes scientifiques et sur des conclusions scientifiques examinées par des pairs au niveau international, d'autant que ces normes servent de référence mondiale pour la protection des personnes et de l'environnement et contribuent ainsi à l'harmonisation et à la qualité des normes de sécurité à travers le monde.

Projet de résolution A/C.4/73/L.9 : Effets des rayonnements ionisants

36. **Le Président** appelle l'attention sur l'état des incidences sur le budget-programme figurant dans le document A/C.4/73/L.13.

37. **M. Vanmarcke** (Belgique), présentant le projet de résolution, indique que ce texte propose principalement une procédure clairement définie pour l'élargissement de la composition du Comité scientifique. Six nouveaux États membres ont été retenus lors de la dernière augmentation en 2011, suivis de quatre en 2017, qui bénéficient du statut de « scientifiques-observateurs » avant de devenir membres à part entière en 2021. La procédure proposée, élaborée au cours de deux années de consultations à Vienne, permet de trouver un équilibre délicat entre le principe de répartition géographique équitable et la nécessité de garantir l'efficacité et la qualité des travaux du Comité scientifique.

38. Le texte fait également état des préoccupations suscitées par le retard pris par le PNUE dans le recrutement du futur secrétaire du Comité scientifique, ainsi que par les relations difficiles entre ces deux organes. Le nombre élevé de coauteurs témoigne du très large soutien dont bénéficie le Comité en ces temps difficiles. L'intervenant espère que le projet de résolution, qui donne mandat au Comité scientifique pour les importants travaux qu'il doit mener au cours de l'année à venir, sera adopté par consensus.

39. **M^{me} Sharma** (Secrétaire de la Commission) indique que l'Algérie, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, la République tchèque, l'Estonie, la Finlande, l'Allemagne, la Grèce, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Mexique, le Pérou, la Pologne, la République de Corée, la Slovaquie, le Portugal, l'Espagne, la Suède, la Suisse et l'Ukraine se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

40. **Le Président** appelle l'attention sur la proposition d'amendement au projet de résolution A/C.4/73/L.9, figurant dans le document A/C.4/73/L.12.

41. **M. Wagner** (États-Unis d'Amérique), présentant la proposition d'amendement, dit que son gouvernement continuera d'appuyer le travail fort utile du Comité scientifique et d'y participer. Cependant, sa délégation est d'avis que le libellé des critères de sélection des nouveaux membres du Comité scientifique est insatisfaisant. S'il est important d'établir des critères pour le recrutement des experts désignés par les États Membres pour siéger au Comité, il convient également de prendre en considération le bilan de ces États Membres en ce qui concerne leur soutien à la mission globale de l'Organisation. Cet amendement a pour but de rappeler aux États Membres que, lorsqu'ils seront amenés à voter pour désigner les membres du Comité scientifique, ils devraient tenir compte du respect par l'État Membre concerné des principes énoncés aux articles I et II de la Charte des Nations Unies, qui ont trait au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cet amendement n'a pas pour objet de susciter des controverses et il ne préjuge pas des travaux du Comité scientifique. Les délégations devraient être disposées à soutenir une référence directe à la Charte, fortes de leur conviction que tout pays souhaitant devenir membre du Comité scientifique doit adhérer aux objectifs de l'Organisation.

42. **Le Président** indique que la proposition d'amendement n'a aucune incidence sur le budget-programme et qu'un vote enregistré a été demandé sur ce texte.

Explications de vote avant le vote

43. **M. Bachman** (Israël) fait savoir que sa délégation appuie la proposition d'amendement.

44. **M. Misra** (Inde) dit que le projet de résolution [A/C.4/73/L.9](#) prévoit que tout État Membre intéressé peut devenir membre du Comité scientifique, au terme d'une procédure transparente, si ce pays a apporté la preuve qu'il détient un potentiel scientifique lui permettant de contribuer aux travaux du Comité. Tout autre critère d'adhésion à un organe technique par essence introduirait une complexité et une subjectivité non nécessaires dans le processus de prise de décisions. En tant que membre fondateur du Comité scientifique, l'Inde souscrit pleinement à l'approche actuelle consistant à faire du potentiel scientifique l'unique critère d'adhésion. Elle votera donc contre la proposition d'amendement et pour le projet de résolution sous sa forme actuelle.

45. **M. Soemirat** (Indonésie) dit que la proposition d'amendement au projet de résolution [A/C.4/73/L.9](#) risque de bouleverser l'équilibre, bien conçu et négocié avec soin, qui caractérise ce projet de résolution. Bien

que sa délégation soit un ardent défenseur de la Charte des Nations Unies et de son esprit de multilatéralisme, elle est d'avis qu'en citant la Charte à propos d'un paragraphe particulier du projet de résolution, on pourrait donner la fausse impression que le reste de la résolution n'est pas fondé sur la Charte. De plus, les délégations n'ayant pu examiner correctement la proposition d'amendement faute de temps, elle s'abstiendra de voter sur ce texte.

46. *Il est procédé à un vote enregistré sur la proposition d'amendement au projet de résolution [A/C.4/73/L.9](#), figurant dans le document [A/C.4/73/L.12](#).*

Votent pour :

Guatemala, Guinée-Bissau, Honduras, Israël, Pérou, Ukraine, États-Unis d'Amérique.

Votent contre :

Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Chine, Cuba, République populaire démocratique de Corée, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Mongolie, Nicaragua, Pakistan, Fédération de Russie, Suriname, République arabe syrienne, Thaïlande, Venezuela (République bolivarienne du), Zimbabwe.

S'abstiennent :

Afghanistan, Albanie, Algérie, Andorre, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Belize, Bhoutan, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Chypre, République tchèque, Danemark, République dominicaine, Équateur, Égypte, El Salvador, Guinée équatoriale, Érythrée, Estonie, Éthiopie, Finlande, France, Géorgie, Allemagne, Ghana, Grèce, Guyana, Hongrie, Islande, Indonésie, Irlande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Monaco, Monténégro, Maroc, Myanmar, Namibie, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Norvège, Oman, Panama, Paraguay, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Rwanda, Samoa, Saint-Marin, Arabie saoudite, Sénégal, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Suisse, ex-République yougoslave de Macédoine, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, Émirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-

Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie de Tanzanie, Uruguay, Viet Nam, Yémen, Zambie.

47. *La proposition d'amendement au projet de résolution A/C.4/73/L.9, figurant dans le document A/C.4/73/L.12, est rejetée par 17 voix contre 7, avec 114 abstentions.*

48. **M. Nguyen Nam Duong** (Viet Nam) dit que sa délégation s'est abstenue de voter sur la proposition d'amendement au projet de résolution car elle estime que les États Membres devraient s'efforcer de trouver un consensus sur le projet de résolution lui-même. Le Viet Nam est favorable à un élargissement de la composition du Comité scientifique afin de parvenir à une représentation géographique équitable de ses membres. Il est d'avis, par ailleurs, qu'il importe de renforcer les capacités des pays en développement en ce qui concerne les effets des rayonnements ionisants et de réduire le fossé technologique et les écarts de connaissances entre les pays développés et les pays en développement dans ce domaine.

49. **M. Khaldi** (Algérie) indique que sa délégation a voté contre la proposition d'amendement au projet de résolution, car elle estime que la résolution annuelle sur les effets des rayonnements ionisants est de nature strictement technique et scientifique. Cette résolution ne couvre pas les questions extérieures au mandat du Comité scientifique, afin de ne pas entraver la mission et les activités de cet organe. En outre, le projet de résolution a été rédigé et négocié à Vienne, l'instance appropriée pour cela. L'Algérie ne ménagera aucun effort pour renforcer ses activités et ses travaux de recherche sur les questions vitales dont traite le Comité scientifique.

50. **M. Sahraei** (République islamique d'Iran) dit que le Comité scientifique devrait pouvoir bénéficier de la contribution et des connaissances de tous les pays, en particulier des pays qui souhaitent participer à ses travaux. Aucun argument ni prétexte politique, financier ou logistique ne devrait empêcher ces pays de siéger au Comité scientifique. Afin de garantir une représentation plus large des États Membres, notamment des pays en développement, qui sont fâcheusement sous-représentés, la délégation iranienne demande instamment au Comité de respecter le principe de répartition géographique équitable.

51. **Le Président** invite la Commission à se prononcer sur le projet de résolution A/C.4/73/L.9 et indique qu'un vote enregistré a été demandé sur l'alinéa 21 e) de ce texte.

52. **M. Wagner** (États-Unis d'Amérique) dit qu'il a demandé un vote enregistré sur l'alinéa 21 e) du projet

de résolution car il est essentiel, lors de la nomination de nouveaux membres du Comité scientifique, de tenir compte des positionnements des États Membres par rapport aux activités de maintien de la paix et de la sécurité internationales menées par les Nations Unies. Le libellé du paragraphe 21 e) étant insatisfaisant à cet égard, il exhorte toutes les délégations à voter contre.

53. *Sur la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, il est procédé au vote enregistré sur l'alinéa 21 e) du projet de résolution. A/C.4/73/L.9.*

Votent pour :

Afghanistan, Albanie, Algérie, Andorre, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Chypre, République tchèque, République populaire démocratique de Corée, Danemark, République dominicaine, Équateur, Égypte, El Salvador, Érythrée, Estonie, Éthiopie, Finlande, France, Géorgie, Allemagne, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Kirghizistan, République démocratique populaire lao, Lettonie, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Monaco, Mongolie, Monténégro, Maroc, Myanmar, Namibie, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Fédération de Russie, Rwanda, Samoa, Saint-Marin, Arabie saoudite, Sénégal, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovincie, Afrique du Sud, Espagne, Suriname, Suède, Suisse, République arabe syrienne, Thaïlande, ex-République yougoslave de Macédoine, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, Ukraine, Émirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie de Tanzanie, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Israël, États-Unis d'Amérique.

S'abstiennent :

Honduras, Pérou, Soudan, Togo.

54. L'alinéa 21 e) du projet de résolution [A/C.4/73/L.9](#) est adopté par 136 voix contre 2, avec 4 abstentions.

55. Le projet de résolution [A/C.4/73/L.9](#) est adopté.

56. **M. Wagner** (États-Unis d'Amérique) dit que les États-Unis se sont ralliés au consensus sur le texte dans son ensemble afin de témoigner de leur soutien aux travaux du Comité scientifique, dont ils sont un des membres fondateurs. Cependant, sa délégation se voit contrainte de se dissocier du libellé de l'alinéa 21 e) concernant les critères d'adhésion au Comité scientifique, ce libellé étant insatisfaisant et ne reconnaissant pas, comme il se doit, que les États Membres qui sapent la sécurité régionale et la réalisation des objectifs de l'ONU ne devraient pas faire partie du Comité scientifique.

57. **M^{me} Oku** (Japon) dit que sa délégation s'est associée au consensus sur le projet de résolution et s'en est portée coauteur, car elle attache une grande importance aux travaux du Comité scientifique. Le Japon est favorable au renforcement de cet organe, mais regrette que le Comité n'ait pas été en mesure de préciser l'origine des ressources nécessaires pour financer les coûts de reclassement supplémentaires qu'entraînerait une telle décision. La délégation japonaise espère que les efforts visant à absorber les coûts supplémentaires dans les limites des ressources existantes se poursuivront lorsque la question sera renvoyée devant la Cinquième Commission de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 16 h 55.